



**Vendredi  
2 avril 2021**

**Pour nous suivre :**

**Site internet :**

<https://www.lutte-ouvriere.org>

**Facebook :**

[Lutte ouvrière  
Chaumont](#)

**Contact :**

**courrier postal :**

Sylvain Demay,  
conseiller municipal  
Lutte ouvrière  
20 rue Jules Trefousse  
52 000 CHAUMONT

**tel : 06 64 65 27 44**

**mail :**

[sylvaindemay@  
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

**Facebook :**

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre  
d'information est  
confectionnée et  
imprimée par des  
moyens militants.*

*N'hésitez pas  
à la soutenir  
financièrement.*

n° 23 - imp.spé.LO

## Méprisant avec la population, à genoux devant le Big pharma !

L'épidémie flambe à nouveau. La responsabilité immédiate de cette nouvelle catastrophe incombe au gouvernement Macron, qui n'a ni augmenté les places en réanimation, ni embauché le personnel nécessaire et n'a pas été capable de vacciner en masse.

C'est la même chose que dans nombre d'entreprises où le patron fait semblant de ne pas voir les clusters. Macron, avec son côté hautain, est à l'image de toute la classe dominante. Il ne fait que refléter le fonctionnement hiérarchique d'une société basée sur la domination sociale.

Il y a, en haut, ceux qui savent – les chefs, les dirigeants, les ministres – et en bas ceux qui doivent obéir – les travailleurs, la population. En haut, ceux qui décident des restrictions, des contraintes et des sanctions... pour ceux d'en bas !

Et les initiatives de la base n'ont pas lieu d'être : il faut se soumettre aux ordres même quand ils sont stupides et que les dirigeants mentent de façon éhontée.

Le mépris social marque la gestion sanitaire. Il frappe les soignants, les auxiliaires de vie, les employés de grande surface, mais aussi les commerçants ou encore le personnel de l'Éducation nationale.

Mais Macron rampe devant les capitalistes et c'est précisément ce qui le rend impuissant à freiner l'épidémie et à vacciner massivement.

Les vaccins sont le nerf de la guerre, tout le monde le sait et... tout le monde attend. Imagine-t-on une guerre menée sans que l'État se charge de l'armement et en contrôle la production ? Imagine-t-on des officiers préparant des plans d'attaque sans savoir quand et combien d'avions, de canons et de munitions seront à leur disposition ? Eh bien, c'est ce qui se passe dans leur prétendue guerre contre le virus : les vaccins arriveront selon le bon vouloir du Big pharma !

Pfizer, AstraZeneca ou Moderna ont intérêt à garder le monopole des brevets et l'exclusivité de la production, même quand ils n'arrivent pas à honorer leurs contrats. En leur laissant le monopole, les gouvernements se résignent à la pénurie et à la désorganisation. Sans parler du pillage des finances publiques ! Car les vaccins comme les millions de tests réalisés ont un coût.

Tous les gouvernements savent réquisitionner. Il leur arrive même d'exproprier des petits propriétaires quand ils ont besoin de leur terrain. Mais, dès qu'il s'agit de toucher à un cheveu du grand capital et de remettre en cause les sacro-saintes lois du profit et du capitalisme, il n'y a plus personne.

Alors, maintenant, les États en sont à se voler des doses, quitte à déclencher, comme le dit Macron, une « *guerre mondiale d'un nouveau genre* ». On est loin du cinéma sur la coopération et solidarité internationale, mais c'est la réalité du capitalisme : la concurrence et la guerre pour qu'une minorité s'enrichisse au détriment de l'intérêt collectif.

**Les bourgeois et leurs serviteurs politiques ont intérêt à ce que ce système perdure. Pour les travailleurs et pour l'ensemble de la société, c'est tout le contraire !**



## Des nouvelles du conseil municipal

### « exproprier toutes les entreprises qui font de la santé un business »

« Nous voici donc devant une troisième vague avec un système de santé aussi démuné que face à la première. Les suppressions de postes et de lits n'ont pas cessé, et il n'y a pas plus de lits de réanimation qu'il y a un an.

Alors c'est évidemment une politique nationale. (...)

Mais vous êtes la présidente du conseil de surveillance de l'hôpital. Vous ne pouvez pas continuer à faire comme si tout vous était imposé, d'autant que vos amis politiques ont mené la politique que vous faites mine de déplorer localement.

Même pour dénoncer les mauvais coups à venir, les salariés s'y prennent mieux que vous. C'est le syndicat SUD de l'Hôpital de Chaumont qui a rendu

### « des économies pour financer le capitalisme »

« Je vote contre ce budget, car il s'inscrit dans une politique générale initiée au sommet de l'État qui vise à faire des économies sur les services publics pour financer le fonctionnement du capitalisme et augmenter les profits.

Les municipalités, les collectivités locales confrontées à l'insuffisance de leurs moyens face à la baisse des revenus des classes populaires, servent de rouage et de relais à cette politique.

Ainsi les attaques contre les travailleurs visent notamment les fonctionnaires territoriaux en continuant le blocage de leurs salaires et en préparant le vol de jours de congés.

En revanche la taxe sur le foncier bâti des entreprises privées est réduite de 50 % alors que les particu-

public le contenu du rapport de l'administrateur provisoire, et il a fallu qu'ils se le procurent eux-mêmes car personne ne leur a envoyé.

Ce rapport montre à quel point la politique de recherche de rentabilité dans la Santé est une catastrophe : on manque de personnel dans tous les services. (...)

Les soignants le disaient bien sur leurs banderoles avant la pandémie : « *vous comptez les sous, on va compter les morts* ». Eh bien nous y sommes. La seule politique de santé qui permettrait de faire mieux,

liers vont payer plein pot. Vous répétez qu'il faut investir, mais c'est pour justifier d'aider financièrement les entreprises privées. (...)

Personne ne sait si Palestra dégradera un jour des bénéfices. Mais ce qui est sûr, c'est que Vinci a déjà fait son profit et que les banques toucheront de l'argent de la dette publique pendant des années. (...)

C'est la même politique qui met l'hôpital à genoux, et que vous menez vous aussi localement.

Il y a 20 ans, l'entreprise Capdevielle a empoché des aides publiques puis a licencié en laissant à la ville une ardoise de 500 000 €. Et vous proposez aujourd'hui qu'on efface cette dette !

c'est d'exproprier toutes les entreprises privées qui font de la Santé un business, de les faire travailler suivant un plan élaboré et contrôlé par les soignants eux-mêmes, et de mettre dehors toute cette bureaucratie d'État qui paralyse le système de soins. »

### Sacrifices dûs à la crise



Pas question d'aller chercher dans les biens personnels de Jean-Claude Capdevielle, car à ce genre de personnage, on n'envoie pas un huissier, on ne fait pas une saisie sur salaire ! Au contraire, pour lui, il est même possible d'annuler une dette !

Ce qui se passe au niveau de la ville, se passe de la même façon au niveau de tout le pays : Tous les droits sont donnés aux riches et aux patrons.

C'est pourquoi je me refuse à voter pour des mesures qui vont dans le sens de cet ordre social et j'affirme que les travailleurs qui font tout tourner dans cette société doivent la diriger, à l'instar de ce qu'ils ont accompli lors de la commune de Paris dont on célèbre le 150<sup>ème</sup> anniversaire. »

### Rwanda 1994 : l'impérialisme français complice du génocide

Le rapport de la commission Duclert sur le rôle de la France au Rwanda a été rendu le 26 mars.

Cette commission a obéi aux consignes de Macron, désireux de renvoyer la responsabilité à ses prédecesseurs, et en particulier à François Mitterrand, le Président de la République de l'époque.

Les historiens ont reconnu des « *responsabilités lourdes et accablantes* » de la France, mais ont refusé de parler de complicité dans le génocide alors que celui-ci a été méticuleusement préparé par un gouvernement rwandais inconditionnellement soutenu par le pouvoir français.

La commission a dénoncé un « *aveuglement idéologique* » de la part des gouvernants français de l'époque, en particulier de Mitterrand et de ses ministres et son président a conclu que « *la France n'a rien su ni compris des évènements* ».

C'est un mensonge scandaleux. Le régime rwandais en 1994 était un allié de la France, et celle-ci ne voulait pas que les intérêts américains détrônent les siens dans cette partie de l'Afrique des Grands Lacs riche en minerais.

Or l'avancée des opposants rwandais, à travers la guerre menée par le Front patriotique rwandais (FPR), principalement composé de Tutsis

forcés à l'exil, menaçait ces intérêts.

Les dirigeants de l'appareil d'État français ont donc fait le choix de soutenir jusqu'au bout les génocidaires. Ce n'était pas dans l'intention de massacrer les Tutsis, mais parce qu'ils voulaient préserver coûte que coûte leur zone d'influence. Ils ont donc été complices de ce crime et leurs successeurs poursuivent aujourd'hui la même politique.

Pour arrêter les bains de sang qu'engendre la domination des grandes puissances impérialistes, il faudra se débarrasser, non seulement de leurs politiciens assassins, mais surtout du système à l'origine de cette barbarie.